

En-tête de l'autorité centrale

**ANNEXE au Mémoire d'entente  
entre le Conseil fédéral suisse et le  
Gouvernement de la République du Kazakhstan  
sur l'entraide judiciaire en matière pénale**

**DEMANDE  
D'ENTRAIDE JUDICIAIRE EN MATIÈRE PÉNALE**

Procédure/n° référence:

**AUTORITÉ CENTRALE DE L'ÉTAT REQUÉRANT**

Désignation officielle :

Adresse :

Coordonnées de la personne chargée de l'affaire (y compris numéros de téléphone et de fax, avec indicatif international, et adresse électronique) :

Nous vous prions de bien vouloir répondre à la présente demande d'entraide judiciaire dans le respect de votre législation et dans la mesure de vos possibilités.

Dans ce contexte, nous vous informons que la législation ... permettrait d'exécuter des demandes déposées par ... (réciprocité).

Dans l'attente de nouvelles concernant la décision de l'autorité compétente, nous vous remercions d'ores et déjà pour votre coopération.

**Nom et sceau de  
l'autorité centrale :**

**Signature du responsable officiel  
de l'autorité centrale:**

**Lieu et date :**

Copies à :  
Ambassade de l'État requérant

...

Langue : la demande et ses pièces jointes sont accompagnées d'une traduction dans l'une des langues suivantes :

- demandes adressées au Kazakhstan : kazakh ou russe ;
- demandes adressées à la Suisse : allemand, français ou italien (spécifié par l'autorité centrale suisse en fonction de l'affaire).

## DEMANDE D'ENTRAIDE JUDICIAIRE EN MATIÈRE PÉNALE

### 1. AUTORITÉ REQUÉRANTE

Désignation officielle :

Adresse :

Coordonnées de la personne chargée de l'affaire (y compris numéros de téléphone et de fax, avec indicatif international, et adresse électronique) :

### 2. SUSPECT / DÉFENSEUR (s'il est connu)

Nom de famille :

Prénom :

Nom d'emprunt (le cas échéant) :

Sexe :

Nationalité :

Date et lieu de naissance :

Adresse :

Numéro de passeport / carte d'identité (le cas échéant) :

En cas de personne morale :

Informations sur la personne morale :

Nom de la société :

*Le cas échéant et si connu :*

Numéro d'enregistrement / adresse du siège :

Adresse des différentes succursales :

Coordonnées de la personne autorisée à représenter la société :

### 3. EXPOSÉ ET APPRÉCIATION DES FAITS

Exposé des faits, y compris le lieu, la date et le mode de commission de l'infraction :

Qualification de l'infraction du point de vue légal :

Présentation des dispositions pénales applicables et des peines maximales encourues :

### 4. OBJET ET MOTIF DE LA DEMANDE

Objet de la demande et type d'enquête, de poursuite pénale ou de procédure judiciaire dont la demande découle dans l'État requérant (état de la procédure) :

Aide demandée / documents requis :

Description claire des liens existant entre l'infraction et la personne et entre l'infraction et les moyens de preuve / mesures / valeurs demandées dans l'État requis :

## 5. INFORMATIONS DÉTAILLÉES ET REQUÊTES SPÉCIALES (PRINCIPAUX TYPES À CHOISIR SELON LE CAS)

### Audition de personnes :

- Informations sur la personne : nom, prénom, nom d'emprunt (le cas échéant), sexe, nationalité, date et lieu de naissance, adresse
  
- Audition en qualité de :       témoin               suspect               expert  
     personne ayant un autre rôle dans la procédure       prévenu
  
- Liste des questions à poser (à joindre à ce document)
  
- Le cas échéant, énoncer les droits et devoirs de la personne à entendre (par ex. obligation de fournir des preuves, obligation de dire la vérité, droit de refuser de fournir des preuves) et conséquences du non-respect de ces obligations à notifier à la personne à entendre :

### Autres éléments de preuve à récolter :

- Éléments de preuve à récolter et documents requis (aussi détaillés que possible) :
  
- Confirmation que les mesures requises sont aussi autorisées dans l'État requérant :

### Blocage de comptes bancaires / saisie de valeurs et d'objets :

- En cas de demande de blocage de comptes bancaires, informations concernant le ou les comptes en question :  
nom de la banque, numéro de compte (si connu), adresse de la succursale où figure le compte (si connu) :
  
- Raisons de croire que le compte existe dans l'État requis :
  
- Confirmation que les mesures requises sont aussi autorisées dans l'État requérant :

### Remise de valeurs ou d'objets à confisquer ou restituer :

- Description précise des mesures requises (exécution de l'ordre de confiscation, remise des valeurs x bloquées ou objets y saisis).
  
- Précédente(s) demande(s) de remise de preuves ou de blocage de valeurs ou de saisies d'objets en lien avec la présente demande et date de cette ou ces demande(s) :
  
- État de la procédure dans l'État requérant : le prévenu a-t-il été condamné et les valeurs bloquées dans l'État requis doivent-elles être confisquées dans l'État requérant ? Si oui, fournir une copie de l'ordre de confiscation et une confirmation que cet ordre est définitif et exécutoire.

- Confirmation que les droits du détenteur des valeurs / objets et d'éventuel tiers ayant droit à ces valeurs / objets ont eu la possibilité de faire valoir leurs prétentions dans la procédure de l'État requérant :
- Bref résumé de la manière dont les personnes concernées ont pu faire valoir leurs prétentions et du résultat obtenu :

## 6. INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Procédure ou requête spéciale souhaitée par l'autorité requérante :

Motifs :

Autres informations que l'autorité requérante estime importantes et qui pourraient aider l'autorité requise à répondre à la demande :

**Sceau, nom et fonction du collaborateur de l'autorité centrale de l'État requérant :**

**Signature :**

**Lieu et date :**